

L'avis des experts

L'Iran, un acteur incontournable en Syrie

Téhéran a développé un axe stratégique majeur avec Damas, qui constitue une réussite de sa diplomatie depuis trente ans. L'arrivée au pouvoir de Hassan Rohani a modifié le ton, mais elle n'a pas transformé ce positionnement. Toute solution en Syrie devra en tenir compte

Malgré le quiproquo de l'invitation puis du retrait de son invitation à l'Iran à l'occasion de la conférence Genève 2, le secrétaire général de l'ONU est bien conscient de l'importance de ce pays dans la crise syrienne. La République islamique en est en effet devenue un acteur difficilement contournable vu ses intérêts en Syrie, l'assistance multiforme qu'elle a fournie au président Assad et l'influence qui en a découlé pour elle dans ce pays. Vu de Téhéran, l'alliance avec la Syrie – un pays clé du Proche-Orient – est considérée comme l'une des principales réussites de sa diplomatie depuis trente ans et un instrument vital pour assurer son influence régionale. L'axe politique majeur mis en place avec la Syrie et le reliant à ce pays mais aussi au Hezbollah libanais, au Hamas et à d'autres mouvements palestiniens, lui a en effet permis de gagner une profondeur stratégique au Levant et en Méditerranée orientale, d'y étendre son influence et d'y accroître sa marge de manœuvre face aux Etats-Unis. Il lui a par ailleurs offert un instrument essentiel pour in-



Mohammad-Reza Djalili



Thierry Kellner

nistan (Hérat) à Gaza via l'Irak, la Syrie et le Liban. Damas en est une pièce maîtresse.

Aussi, vu son intérêt pour le maintien de cette alliance, face aux manifestations en Syrie qui l'ont complètement surpris, l'Iran a-t-il réagi très fortement. Le maintien d'un régime «ami» à Damas a été analysé à Téhéran comme étant vital pour la sécurité même de la République islamique et la survie du régime iranien. Cette analyse explique l'ampleur de l'assistance et de l'engagement iranien aux côtés du régime syrien. Deux étapes peuvent être distinguées. Au départ, optimiste quant à la capacité du régime Assad de contenir les protestations populaires, Téhéran s'est contenté d'offrir un soutien rhétorique et moral ainsi que des conseils en matière de répression et de sécurité publique, insistant sur la recherche d'une solution négociée et le maintien au pouvoir de Bachar el-Assad. Mais la dégradation continue de la situation locale et l'incapacité du régime syrien à réduire les manifestations malgré la violence de la répression ont accru son inquiétude. D'autres facteurs sont aussi intervenus. L'appui diplomatique et moral et l'assistance accordés à l'opposition syrienne par certains pays – les pétromonarchies du Golfe, la Turquie et les Occidentaux – ont été interprétés à Téhéran comme étant destinés à affaiblir sa position régionale. De même, l'évolution du contexte moyen-oriental, où les tensions entre sunnites et chiïtes se sont renforcées, et les divers «Printemps arabes» n'ont guère été bénéfiques pour lui, lui causant même des revers (avec par exemple la distanciation du Hamas par rapport à Damas mais aussi à Téhéran). L'addition de ces facteurs a conduit Téhéran à s'impliquer massivement aux côtés de Damas. L'Iran est ainsi devenu un de ses soutiens les plus actifs. Par tous les moyens à sa disposition – politique et diplomatique, mais aussi économique, financier et mili-

taire –, il a aidé depuis 2011 les autorités syriennes à survivre face au mouvement de révolte et aux pressions internationales.

L'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani a modifié le ton de la diplomatie iranienne. Mais elle n'a pas transformé le positionnement de Téhéran à l'égard de la crise syrienne. Depuis la prise de fonction du nouveau président, l'Iran a continué son soutien multiforme au régime de Damas et a étendu son influence en Syrie. Pourtant, l'arrivée de Rohani a détendu l'atmosphère internationale, laissant entrevoir l'espoir

On imagine mal Téhéran accepter un règlement du conflit qui se ferait sans lui. Ce constat n'invite pas à l'optimisme quant aux résultats de Genève 2

d'une évolution positive sur le dossier syrien. Il est vrai qu'avec la signature de l'accord intermédiaire sur le nucléaire du 24 novembre 2013, les données du problème Iran-Syrie ont évolué. Cet accord provisoire, s'il aboutit à un accord définitif, pourrait avoir des conséquences qui permettent d'imaginer une évolution ayant un impact sur la Syrie. D'une part, il pourrait contribuer au retour progressif de l'Iran dans le concert des nations, retour que le pouvoir iranien voudra renforcer en poursuivant une politique plus modérée afin de conforter son nouveau statut. Par ailleurs, en constatant que le renversement du régime iranien n'est plus à l'ordre du jour pour le moment dans les sphères politiques américaines, Téhé-

ran peut se montrer plus conciliant et aider à la recherche d'une solution négociée à la crise syrienne. C'est en tout cas l'espoir de certains observateurs. Si la République islamique n'est plus une partie de l'objectif du conflit syrien, elle pourrait devenir une partie à sa solution et contribuer à interrompre cette guerre qui a fait plus de 130 000 morts. Pourtant, le maintien du régime de Bachar el-Assad en Syrie sous une forme ou une autre demeure jusqu'à présent considéré par de nombreux décideurs iraniens comme vital pour la sécurité de l'Iran et du régime islamique. C'est ce qui explique sans doute le refus de Téhéran d'accepter a priori les résultats de Genève 1 prévoyant la formation d'un «gouvernement de transition». On imagine de toute façon mal Téhéran accepter un règlement du conflit qui se ferait sans lui. Ce constat n'invite pas à l'optimisme quant aux résultats de Genève 2. Malgré les réticences de certains à sa participation à cette conférence étant donné ses positions de proximité et de soutien inconditionnel à Damas, il reste difficile de faire l'impasse sur le rôle de l'Iran et la prise en compte de ses intérêts. Dans ces conditions, le processus de rapprochement des positions iraniennes avec celle des soutiens de l'opposition syrienne afin de dégager un compromis de sortie de crise pour ce pays sera long et sans doute semé d'embûches. En ce début d'année 2014, il reste difficile d'en déceler des prémices.

Mohammad-Reza Djalili est professeur émérite à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève. Thierry Kellner est chargé de cours au Département de science politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Le maintien d'un régime «ami» à Damas a été analysé à Téhéran comme étant vital pour la sécurité même de la République islamique et la survie du régime iranien

fluer sur le conflit israélo-palestinien et menacer Israël en cas de besoin. Cet axe s'est renforcé dans la période post-11-Septembre grâce à l'influence développée par Téhéran dans l'ouest de l'Afghanistan et en Irak. Certains observateurs évoquent la mise en place d'un véritable «corridor de la résistance» reliant l'ouest de l'Afgha-

Sous présidence suisse, l'OSCE peut être un médiateur idéal en Ukraine



Damian Rosset et David Svarin

Ce mardi, la cheffe de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a rencontré Vladimir Poutine à Bruxelles avant de s'envoler d'urgence pour une visite de 48 heures à Kiev. Cet empressement fait écho à l'accélération des événements en Ukraine avec la démission du gouvernement du premier ministre, Mykola Azarov. La semaine dernière à Davos, M. Azarov s'était déclaré en faveur d'une médiation internationale non partisane, excluant ainsi la Russie et l'Union européenne, et espérait pouvoir compter sur celle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont la Suisse assure la présidence en 2014. Didier Burkhalter a répété à plusieurs reprises la disponibilité de l'organisation. La perspective d'une telle médiation est prometteuse à plusieurs titres, dans l'espoir de résoudre la crise ukrainienne bien sûr, mais aussi pour le développement de l'OSCE elle-même et le succès de la présidence suisse.

L'OSCE – créée en pleine guerre froide pour permettre aux deux blocs de promouvoir la sécurité en Europe – reste la plus grande organisation de sécurité régionale. Elle compte aujourd'hui 57 pays, dont quatre membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et s'étend d'Ouest en Est entre Vancouver et Vladivostok. L'OSCE représente donc un cadre unique d'échanges au-dessus des divisions traditionnelles

Est-Ouest et offre, selon Didier Burkhalter, «un toit commun pour les régions euro-atlantique et eurasiatique». L'organisation basée à Vienne est une véritable plateforme de dialogue: son Conseil permanent se réunit chaque semaine; les décisions y sont prises par consensus et ne possèdent pas de nature légale contraignante.

Ces caractéristiques font de l'OSCE un potentiel médiateur de choix dans la confrontation qui oppose le gouvernement ukrainien à une opposition qui se radicalise. Une résolution de ce conflit, dans lequel les antagonismes se superposent entre intérêts poli-

L'organisation dispose des outils et des mécanismes nécessaires pour agir comme un médiateur impartial

tiques régionaux et internationaux, nécessite que les acteurs impliqués adoptent une attitude consensuelle. De plus, l'Ukraine offre une opportunité rare à l'OSCE en demandant sa médiation. En effet, l'organisation a souvent peine à convaincre ses Etats membres de profiter de ses structures.

La dernière décennie a vu nombre d'observateurs affirmer le déclin politique de l'OSCE, incapable de réaliser son potentiel dans l'arène diplomatique. La condition du consensus dans la prise de décisions a souvent mené à vider des résolutions de leur substance. Des considérations héritées de la Guerre froide constituent un autre obstacle. La Russie joue no-

tamment un double jeu puisqu'elle participe activement aux différentes missions (notamment d'observation des élections) et, en parallèle, critique une prétendue partialité idéologique pro-occidentale, principalement à l'occasion de la Révolution orange ukrainienne de 2004. Cependant, les présidences kazakhe (2010), lituanienne (2011), ukrainienne (2013) et aujourd'hui suisse ont contribué à désamorcer ces tensions.

Il serait erroné de dire que l'OSCE traverse une crise existentielle. Malgré les critiques, l'organisation subsiste et aucun membre ne l'a quittée jusqu'ici. Son secrétariat et ses missions sur le terrain fonctionnent bien et leur financement est garanti. La crise à laquelle fait face l'OSCE concerne davantage sa crédibilité comme acteur diplomatique. Pourtant, c'est précisément de son pan diplomatique que dépend son impact. Elle est prédestinée à faciliter et promouvoir le dialogue entre ses membres, particulièrement ceux en conflit. Le véritable intérêt de l'organisation réside donc dans son potentiel comme acteur de médiation.

La Suisse peut tirer profit de sa réputation et de son expérience dans ce domaine pour diriger l'OSCE vers une politique plus proactive. La neutralité de la Suisse a permis de construire des relations de confiance avec les pays membres de l'OSCE. Sa relative petite taille la rend peu suspecte de poursuivre un agenda caché. Le fait qu'elle ne soit membre ni de l'UE, ni de l'OTAN assoit cette présomption de bonne foi et légitime une position volontariste à la tête de l'OSCE. En effet, cet organisme est relativement plus important pour la Suisse que pour des pays qui déploient leur influence dans ces autres formats.

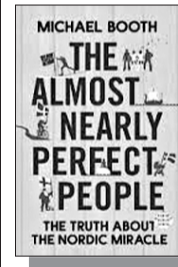
La Suisse possède aussi le savoir-faire nécessaire. La promotion et le maintien de la paix constituent un axe thématique principal du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cet objectif est inscrit dans la loi depuis 2004 et financé à hauteur d'environ 80 millions de francs annuels. Berne a développé des structures de promotion de la paix et de médiation telles que le Pool d'experts pour la promotion civile de la paix, les centres de Genève (GCSF, DCAF, CIDHG) et l'Institut de recherche Swisspeace. Géographiquement, les régions prioritaires définies par le DFAE comptent notamment les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale, toutes incluses dans l'OSCE. Les médiations qu'elle a menées entre la Turquie et l'Arménie, ainsi qu'entre la Russie et la Géorgie, tous membres de l'OSCE, confèrent à la Suisse une crédibilité unique.

La visibilité de l'organisation dans un rôle de médiateur doit constituer une priorité de l'année de présidence suisse. Didier Burkhalter pointe dans cette direction en affirmant dans le contexte de l'Ukraine que l'OSCE «dispose des outils et des mécanismes nécessaires pour agir comme un médiateur impartial dans de telles situations». Il sait que le succès de la présidence suisse s'évaluera à l'aune du renforcement de la crédibilité de l'OSCE et de son positionnement comme organisation qui compte.

Damian Rosset, doctorant à l'Université de Neuchâtel et cofondateur de Eurasian Dialogue. David Svarin, doctorant à King's College London et Fellow auprès de Foraus – Forum de politique étrangère

Lectures

Assez avec l'éloge du miracle nordique!



The Almost Nearly Perfect People. The Truth About the Nordic Miracle

Michael Booth

Jonathan Cape, 416 p.

Une fois n'est pas coutume, cet espace n'héberge pas un compte rendu de lecture, mais quelques lignes pour annoncer la parution d'un livre prometteur. L'important buzz dans les médias anglosaxons a fait grandir les attentes de tous ceux qui s'intéressent, de près ou de loin, aux pays scandinaves et à ce qu'on appelle le «modèle nordique». Michael Booth en est l'auteur et l'on peut lire sur son blog quelques feuillets percutants de l'ouvrage qui paraîtra le 6 février.

Troisième voie

Journaliste indépendant, établi au Danemark depuis une dizaine d'années parce que son épouse, danoise, y travaille, Michael Booth a la nausée d'entendre gloser sur le «miracle» scandinave. Quand le prestigieux et prescripteur de tendances *The Economist* s'y est mis dans un dossier présentant le modèle nordique comme «le nouveau super-modèle» pour l'Occident, il a jugé qu'il était temps de sévir. Marre des clichés et des commentaires réducteurs. Avec de l'humour et la volonté de provoquer, mais aussi avec une ambition de pertinence et un souci du détail qui tue, il s'appuie sur son vécu «dans les pays sombres» pour éclairer leurs faces obscures. Michael Booth annonce la «vérité crue derrière le miracle scan-

dinave». Il veut susciter la discussion sur la réalité des pays nordiques – travail, performances, lien social, égalité, modes de vie, etc.

Ces cousins éloignés...

Comme d'autres titres, *Le Temps* s'est passionné pour le modèle scandinave. Notre journal a consacré, l'été 2013, une riche série d'articles racontant les succès du laboratoire nordique plutôt que ses échecs. L'esprit critique n'était pas absent; mais l'envie de raconter ce qui marche, étonne, éveille l'adhésion était délibérément assumée par la rédaction. Sur le refrain «on a toujours à apprendre quelque chose de ces pays» vus de Suisse comme de lointains mais sympathiques cousins en raison de proximités évidentes: la petite taille de la population, le niveau élevé d'insertion dans la mondialisation, le positionnement géopolitique (la neutralité), le rapport à une nature belle et sauvage (eux, l'immensité des forêts et les lacs; nous, la majesté des Alpes au cœur d'un territoire exigu). J'ai moi-même participé à la célébration des mérites, commentant un reportage – miraculeusement servi par une météo parfaite – sur la douceur de l'été suédois, bien dans la veine de l'empathie volontariste pour ces pays amis.

Cette récente mobilisation oblige. Je suis donc impatient de lire le récit des tares non dites et des vices méconnus des pays scandinaves vus par Michael Booth: les émissions «poubelles» quotidiennes de la TV danoise, aux antipodes de *Borgen*; l'alcoolisme et la violence de la jeunesse en Finlande, en décalage avec la réputation de son école; l'hyper-féminisme en Suède et ses effets pervers; la stagnation de la productivité au Danemark, le niveau astronomique – le plus élevé du monde – de la dette des ménages dans ce même pays; le modèle pétrolier qui salit et isole les Norvégiens. Etc., etc. A suivre. **François Modoux**